

ABSTENTION AUX RÉGIONALES : MANIFESTATION SPECTACULAIRE DE LA CRISE DE FOI RÉPUBLICAINE

Jérôme Fourquet, Jérémie Peltier

07/07/2021

Beaucoup a été dit sur les causes de l'abstention aux régionales et départementales (éléments de contexte, intérêt du scrutin, éléments techniques et d'organisation). Pour Jérôme Fourquet et Jérémie Peltier, les raisons de ce grand retrait démocratique sont plus profondes, à chercher dans les mutations anthropologiques et existentielles de notre époque, mutations ayant fait du vote un rite désormais obsolète.

Au premier tour des élections régionales, l'abstention a atteint un record : 66,7 % des inscrits ne se sont pas déplacés. On doit remonter aux scrutins très peu mobilisateurs comme le référendum sur l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1988 (63,1 % d'abstention) ou celui sur l'instauration du quinquennat en 2000 (69,8 %) pour retrouver pareille désertion des urnes. Il faut dès lors s'interroger sur les causes de ce phénomène, sachant qu'en dépit des appels au civisme, le second tour n'a pas permis de redresser la barre et que cette désaffection démocratique avait déjà été observée aux législatives de 2017 (51,3 % au premier tour, un record) et aux municipales de l'année dernière (58,4 % au second tour, là aussi un record).

Problèmes techniques et d'organisation : une responsabilité relative

Lors de ce scrutin municipal, la Covid-19 avait été convoquée, à juste titre, pour expliquer pourquoi tant d'électeurs s'étaient tenus à l'écart des bureaux de vote. Mais le virus n'était manifestement pas le seul principe actif ayant dopé l'abstention, qui avait d'autres ressorts. De la même manière, la spectaculaire grève des urnes observées aux régionales est la résultante d'un faisceau de facteurs de nature et d'impact différents. La Covid-19, en perte de vitesse, ne se situe qu'au dixième rang des motifs invoqués par les abstentionnistes. Le virus n'est donc pas le principal responsable de cette débâcle.

Certains commentateurs ont évoqué le redécoupage de la carte régionales décidée sous le quinquennat Hollande, découpage ayant donné naissance à de nouvelles régions sans identité et cohérence et qui aurait éloigné les électeurs des centres de décision. Mais les chiffres invalident cette hypothèse puisque l'abstention a atteint le même niveau dans les régions non fusionnées (67,2 %) que dans les régions issues de ce redécoupage (66,3 %).

Autre paramètre mis en avant, les graves dysfonctionnements dans la distribution des professions de foi. Comme le montrent les chiffres ci-dessous, l'abstention a, certes, un peu plus augmenté dans les régions desservies par la société Adrexo que dans les autres régions.

2015-2021 : Évolution de l'abstention au premier tour des régionales

	2015	2021	Évolution
Régions desservies par la société Adrexo	49,8 %	67,7 %	+17,9 points
Régions non desservies par la société Adrexo	49,5 %	65,3 %	+ 15,8 points

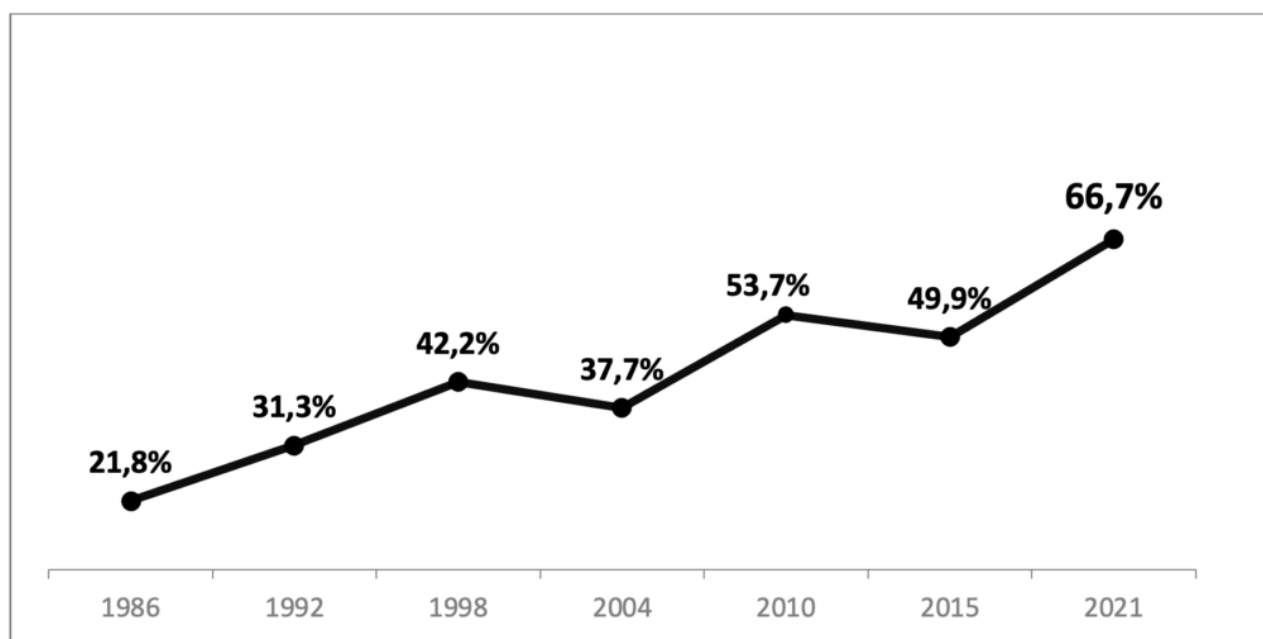
Toutefois, l'écart est peu important et les problèmes d'acheminement de la propagande électorale n'ont joué qu'à la marge et n'ont sans doute fait que renforcer l'impressionnante vague abstentionniste, dont les causes sont donc à rechercher ailleurs.

32 % des abstentionnistes déclarent qu'aucune liste ne correspondait à leurs idées. Avec une moyenne de 9 listes se présentant par région (soit 115 listes au total en métropole), l'offre était pourtant assez variée avec un nuancier allant de l'extrême gauche au Rassemblement national (RN) en passant par la gauche, la majorité présidentielle, la droite, sans oublier les candidatures diverses ou régionalistes. Une analyse rapide indique par ailleurs une absence de corrélation entre l'évolution du nombre de listes et la progression de l'abstention. Ainsi, par exemple, en Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre de listes (9) est resté identique entre 2015 et 2021 et l'abstention a pourtant fortement augmenté en passant de 52,1 % à 67,4 %. En Bretagne, le choix proposé aux électeurs était plus important cette année que lors du précédent scrutin (13 listes au lieu de 11), ce qui n'a pas empêché l'abstention de flamber de 48,4 % à 64,2 %... On ajoutera qu'il s'agit d'une élection à très forte dimension proportionnelle avec des seuils de fusion et de maintien pour le second tour bas (respectivement 5 % et 10 % des exprimés au premier tour). La logique majoritaire, souvent invoquée pour expliquer l'abstention aux législatives, ne peut donc pas être ici convoquée.

Neutralisation et dépolitisation de l'enjeu régional

Si les différents facteurs techniques ou organisationnels ne constituent pas la cause de ce désintérêt civique grandissant, il nous faut donc aller les chercher ailleurs. L'hypothèse d'une « neutralisation » et d'une « dépolitisation » du scrutin nous semble intéressante à creuser. Cela fait maintenant trente-cinq ans que les Français sont appelés à désigner leurs conseillers régionaux, consécutivement aux lois Defferre de 1982 sur la décentralisation. Or, comme l'illustre le graphique suivant, l'abstention a tendancielllement augmenté depuis 1986, alors que pendant plus de trois décennies les régions ont beaucoup communiqué sur leurs réalisations et sur leurs actions.

Évolution de l'abstention aux élections régionales



Si, aujourd'hui, le niveau de connaissance moyen de nos concitoyens sur le rôle et le fonctionnement des régions demeure perfectible, il est sans doute, dans une société surinformée, un peu meilleur qu'en 1992, année où pourtant deux Français sur trois participèrent au scrutin, quand deux électeurs sur trois ont boudé les urnes cette année. Comment expliquer que nos concitoyens se détournent de plus en plus d'une institution qui a gagné progressivement en visibilité ? Sans doute car au gré des alternances qui ont scandé ces trente-cinq années, les Français ont fait le constat empirique qu'à leur niveau les changements de majorité n'avaient guère d'impact. Que la présidence de la région soit de gauche ou de droite, cela n'a quasiment aucune incidence sur notre vie quotidienne, nous déclarent en substance 40 % des abstentionnistes. Il est vrai que le budget dont disposent nos régions est, d'une part, assez limité (4,5 milliards d'euros pour

la plus puissante d'entre elles, l'Île-de-France, contre 40 milliards pour la Catalogne ou 35 pour le Bade-Wurtemberg, par exemple) et, d'autre part, assez fléché. Compte tenu des compétences dévolues aux régions (lycées, transports régionaux, développement économique...), les marges de manœuvre sont, en effet, assez limitées. Les exécutifs régionaux ne peuvent dès lors tenter d'imprimer leur marque que *via* des actions symboliques ou clientélistes (soutien à tel événement culturel, subventions accordées à telle ou telle association) qui n'ont guère d'incidence sur la vie quotidienne de leurs administrés qui constatent, à tort ou à raison, que l'état des TER ou des lycées (que beaucoup ne fréquentent pas) ne semble pas avoir sensiblement évolué au gré des alternances. Tout se passe comme si, au fil du temps, l'institution régionale avait été associée à la vaste sphère des services publics en devenant un des rouages anonymes et bureaucratiques et n'apparaissait plus comme un lieu de pouvoir autonome et un centre de décision important. A *contrario*, il est intéressant d'observer qu'en Corse, où la collectivité territoriale corse cumule les compétences de l'instance régionale et celles des deux anciens conseils départementaux, ce qui lui confère un poids politique, économique et social majeur dans l'île, l'abstention a été nettement plus faible que sur le continent (42,9 %) et a peu progressé (seulement +2,6 points par rapport à 1995).

À cette « neutralisation » progressive de l'instance régionale, du fait de compétences assez limitées et de faibles marges de manœuvre, est venue s'ajouter cette année une dépolitisation du scrutin. Traditionnellement, dans les élections régionales, comme dans les autres scrutins locaux, la dimension nationale était largement présente, toute une partie de l'électorat se mobilisant pour sanctionner les représentants du parti présidentiel. Ces rendez-vous intermédiaires s'inscrivaient de surcroît dans un paysage politique structuré par le clivage gauche-droite. La grille de lecture qui prévalait alors durant la campagne comme au lendemain du scrutin était claire et facilement compréhensible par tous puisqu'il s'agissait de dénombrer le nombre de régions ou de départements gagnés ou perdus par l'un ou l'autre camp. Ces repères sont désormais nettement moins opérants et la grille de lecture moins lisible. La majorité présidentielle ne disposant pas de sortants, le ressort du vote sanction, utile levier de mobilisation, n'a pas pu être actionné cette année. D'autre part, le bel ordonnancement gauche/droite a été percuté par l'irruption du macronisme, qui a entraîné des reclassements individuels et a complexifié le paysage. À cela s'est ajoutée une campagne atone, perturbée par la persistance de l'épidémie et peu investie par la majorité présidentielle, qui bien qu'ayant dépêché des ministres ici ou là avait sciemment fait le choix d'enjamber ce scrutin qui s'annonçait difficile. La réception par Emmanuel Macron de Jean-Michel Jarre et de Justin Bieber dans la cour de l'Élysée pour la fête de la musique au lendemain du premier tour, comme l'annonce des dates de l'élection présidentielle durant l'entre-deux-tours des régionales, s'inscrivent manifestement dans cette stratégie de banalisation et de neutralisation de ce scrutin, stratégie ayant contribué à alimenter l'abstention.

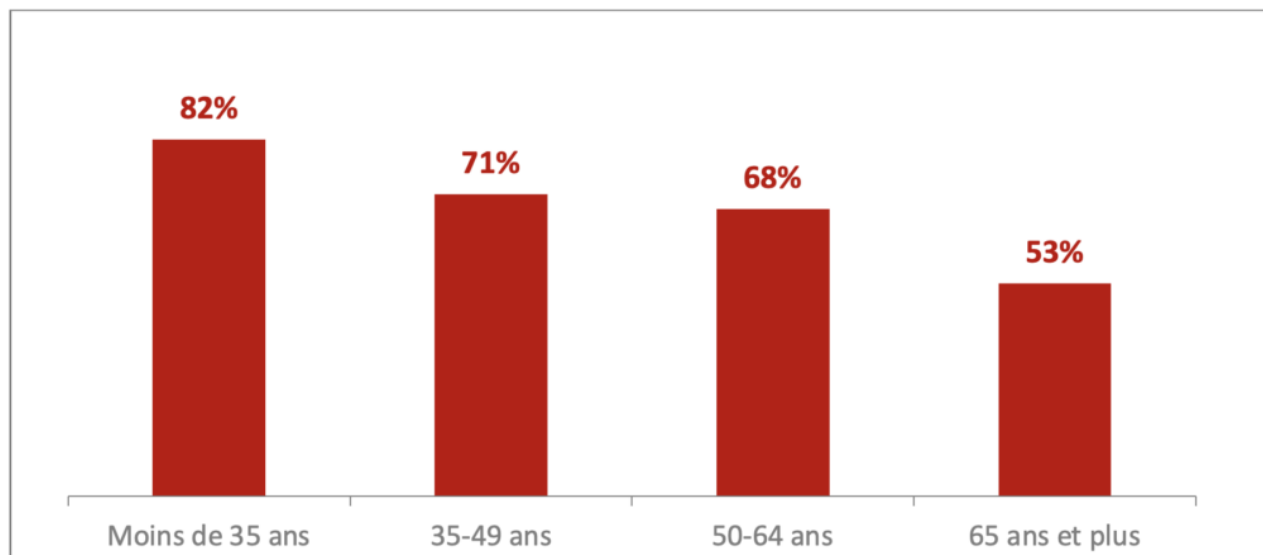
La crise de foi républicaine

Jusqu'à présent, nous n'avons évoqué que des facteurs explicatifs ayant trait à ce que l'on appelle l'offre électorale (intensité de la campagne, nombre de listes, mode de scrutin, degré de nationalisation des enjeux).

Pour importants que soient ces paramètres, nous pensons cependant que la montée tendancielle de l'abstention, qui s'est accélérée ces dernières années, doit beaucoup à la transformation de la demande, ou, dit autrement, à la mutation profonde du rapport au vote, voire à la citoyenneté des Français. Selon nous, cette hausse tendancielle de l'abstention constitue le symptôme de ce que nous pourrions appeler une crise de foi républicaine. Cette crise concerne à la fois le geste du vote mais également tout ce qui le sous-tend, c'est-à-dire le sentiment d'appartenance à un collectif de citoyens formant le corps électoral.

Toute chose étant égale par ailleurs, on peut dresser un parallèle entre la situation à laquelle les institutions républicaines doivent faire face aujourd'hui avec celle que connaît l'Église depuis plusieurs décennies. À partir des années 1960 et encore davantage depuis les années 1980, les églises ont été désertées par les fidèles et la participation à la messe dominicale est devenue un rite désuet. Au gré du renouvellement générationnel, cette pratique s'est perdue et est même devenue étrangère aux générations qui ont grandi dans une France qui fréquentait de moins en moins les églises. Le vote revêt lui aussi une dimension rituelle qui peut s'apparenter à une communion républicaine. Comme pour la messe, on vote aussi un dimanche, souvent en famille, et le passage dans l'isoloir comme devant l'assesseur confère à ce moment particulier un aspect solennel et cérémonial, à l'image de la communion. À l'époque où la participation était importante, l'affluence dans les bureaux de vote nourrissait chez l'électeur le sentiment d'appartenance à la communauté nationale comme des bancs garnis à l'église renforçaient chez les catholiques le sentiment d'appartenir au peuple des chrétiens. L'apprentissage de ces gestes et la transmission de cette culture républicaine et religieuse s'opéraient dans les familles, les jeunes enfants accompagnant régulièrement leurs parents au bureau de vote ou à l'église. Au fil du temps, ces mécanismes de transmission ont grandement perdu en efficacité et le fait de se déplacer dans un bureau de vote ne va plus du tout de soi dans les jeunes générations. Ainsi, d'après les données de l'Ifop, pas moins de 82 % des moins de trente-cinq ans ne se sont pas déplacés au premier tour, le fait d'aller voter à ce type de scrutin apparaissant comme véritablement obsolète aux yeux des jeunes. L'abstention a également été massive (près de 70 %) parmi les 35-64 ans. Seuls les soixante-cinq ans et plus, qui ont été socialisés politiquement dans la France des années 1950 et 1960, période à laquelle le vote était massivement pratiqué et perçu comme un véritable devoir, affichent un taux de participation relativement élevé (« seulement » 53 % d'abstention).

Taux d'abstention par tranche d'âge



La hausse tendancielle de l'abstention observée au cours des dernières décennies s'éclaire ainsi d'un jour nouveau. Elle peut, en effet, se lire comme une conséquence du renouvellement générationnel avec le remplacement progressif des générations ayant baigné dans ce que Jean-François Sirinelli appelle la « civilisation républicaine », ¹ par des cohortes démographiques entretenant un rapport beaucoup plus distendu et désacralisé au vote. Pour le dire autrement, alors que certains commentateurs ont analysé l'issue des élections régionales comme la revanche de « l'ancien monde » sur « le nouveau monde », la forte abstention et le caractère obsolète que semble désormais revêtir l'acte même de voter et de se rendre dans l'isoloir tendraient plutôt à indiquer que nous avons assisté au dernier tour de piste de « l'ancien monde », comme si nous étions les témoins d'un monde « que nous avons perdu », pour reprendre le titre du livre de Jean-François Sirinelli. Dans certains départements ruraux à la population âgée du Sud-Ouest, cette civilisation républicaine, qui s'y était précocement enracinée, a un peu mieux résisté qu'ailleurs, comme en témoigne, par exemple, la persistance de la tradition de l'érection des mâts ou « mais » républicains devant le domicile des élus municipaux. ² L'abstention y a été un peu moins forte que sur le plan national : 56,2 % dans le Lot, 58,3 % en Corrèze et 59,3 % en Dordogne, par exemple. Mais même dans ces vieux bastions républicains, la crise civique est profonde.

La crise de foi républicaine est, selon nous, la conséquence d'une rupture anthropologique à l'œuvre dans la société depuis la fin des années 1960 et qui s'est encore amplifiée depuis une vingtaine d'années. L'individualisation et l'essor de la société du sur-mesure constituent des phénomènes difficilement compatibles avec le principe même d'un vote, geste à finalité collective.

Pour qu'il y ait vote, cet acte doit désormais répondre à un épanouissement personnel, à des

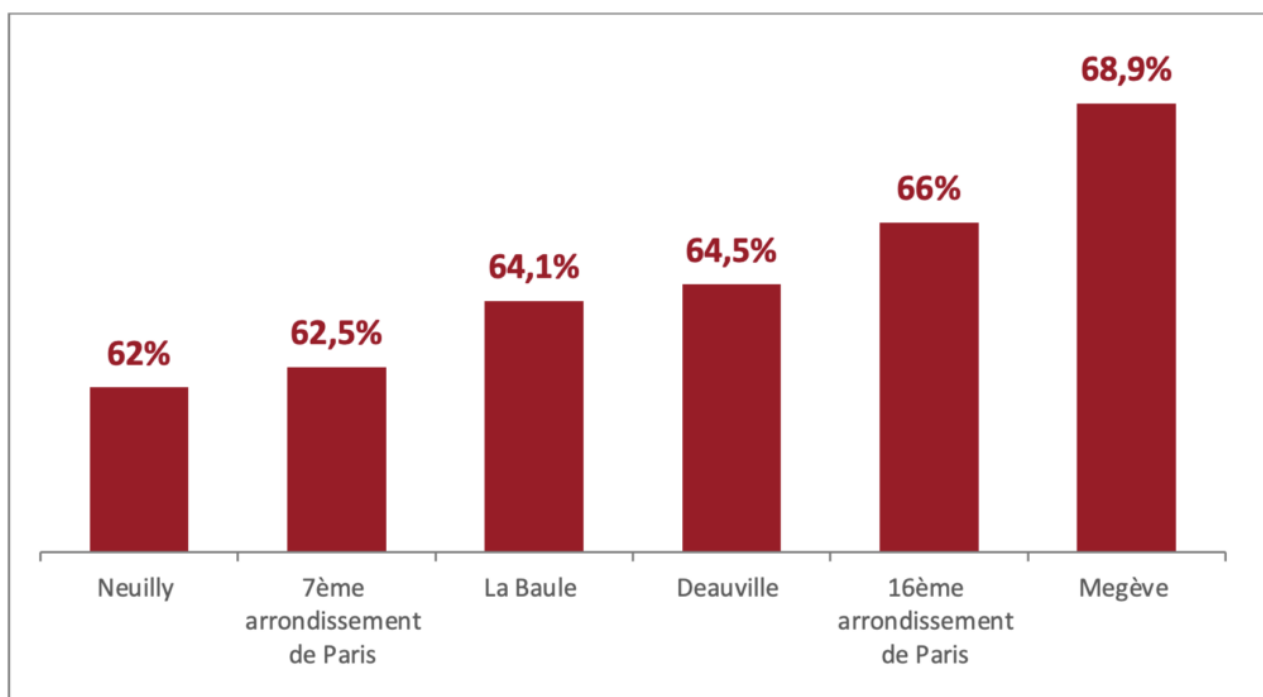
éléments biographiques et à un intérêt individuel, et non plus à un intérêt collectif ou à des références idéologiques. Le vote pour une liste ou pour un candidat ne peut donc être que déceptif, incapable de répondre aux aspirations individuelles dans une société déjà fortement archipellisée. Pour qu'un système démocratique fonctionne, il doit disposer en son sein de mécanismes cohésifs puissants permettant une agrégation des intérêts individuels dans des choix et des options collectives. Notre constitution stipule ainsi que « les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage ». Cette capacité à structurer des courants d'opinion et à rassembler des blocs d'électeurs partageant une vision commune relève aujourd'hui de la gageure. Dans notre société, l'individu-roi est habitué et encouragé à exprimer sa singularité dans tous les compartiments de sa vie et le marché s'est organisé pour lui proposer du « à la carte » pour coller au mieux aux aspirations d'une clientèle de plus en plus fragmentée et exigeante. Si les grandes entreprises ont su gérer ce passage d'un marché s'accommodant de produits standardisés à l'ère du sur-mesure et de la multiplication des produits, des options et des références, ce basculement est beaucoup plus complexe à maîtriser sur le plan politique. Les partis proposaient, en effet, une offre politique que l'on pourrait qualifier de tayloriste.³ À l'heure du sur-mesure, leur offre apparaît obsolète et, faute de trouver un programme ou un candidat qui lui corresponde parfaitement, le citoyen-consommateur n'achète plus : il s'abstient.

Ce basculement anthropologique que nous avons évoqué se caractérise non seulement par un processus d'autonomisation croissante des individus, mais également par la place de plus en plus importante accordée à l'hédonisme, à la consommation et aux loisirs. Ces phénomènes extrêmement puissants et profonds ont, en quelques décennies, complètement disloqué ce qui restait de la vieille matrice catholique. La matrice républicaine semble elle aussi très gravement corrodée. De la même manière que la messe dominicale a été remplacée par la sortie du dimanche chez Ikea, le passage par le bureau de vote n'a pas résisté à l'appel du barbecue en famille (le premier tour des régionales se tenait le jour de la fête des pères), aux départs en week-end (la soirée du dimanche 20 juin était classée rouge par Bison futé dans le sens des retours dans les principales agglomérations française)⁴. ou aux sorties dans les magasins pour profiter des ventes privées précédant les soldes du 30 juin (du 14 au 20 juin, les montants payés par cartes bancaires ont été 18 % supérieurs par rapport à la même semaine en 2019, et les ventes en magasins physiques ont été supérieures de 16 % à leur niveau pré-crise⁵). À l'image des prêtres ayant de plus en plus de mal à recruter des enfants de chœur pour servir la messe dans des églises désertées, les mairies peinent à trouver des présidents et des assesseurs pour tenir des bureaux de vote très faiblement fréquentés.

Les taux d'abstention stratosphériques observés dans certaines banlieues (88,3 % à Vaulx-en-Velin, 83,9 % à Roubaix, 83,2 % à Vénissieux ou bien encore 82 % à Stains ou 80,2 % à Sevrans) nous

rappellent, bien sûr, qu'une partie de l'abstention renvoie à un déficit d'intégration économique, sociale et donc civique des populations les plus précaires et en difficulté. Mais les habitants des très huppées communes de Neuilly, Deauville, La Baule, Megève ou des 7^e ou 16^e arrondissements de Paris ne sont pas, à notre connaissance, frappés d'anomie et d'exclusion sociale et culturelle et, pour autant, deux tiers d'entre eux ont également boudé les urnes.

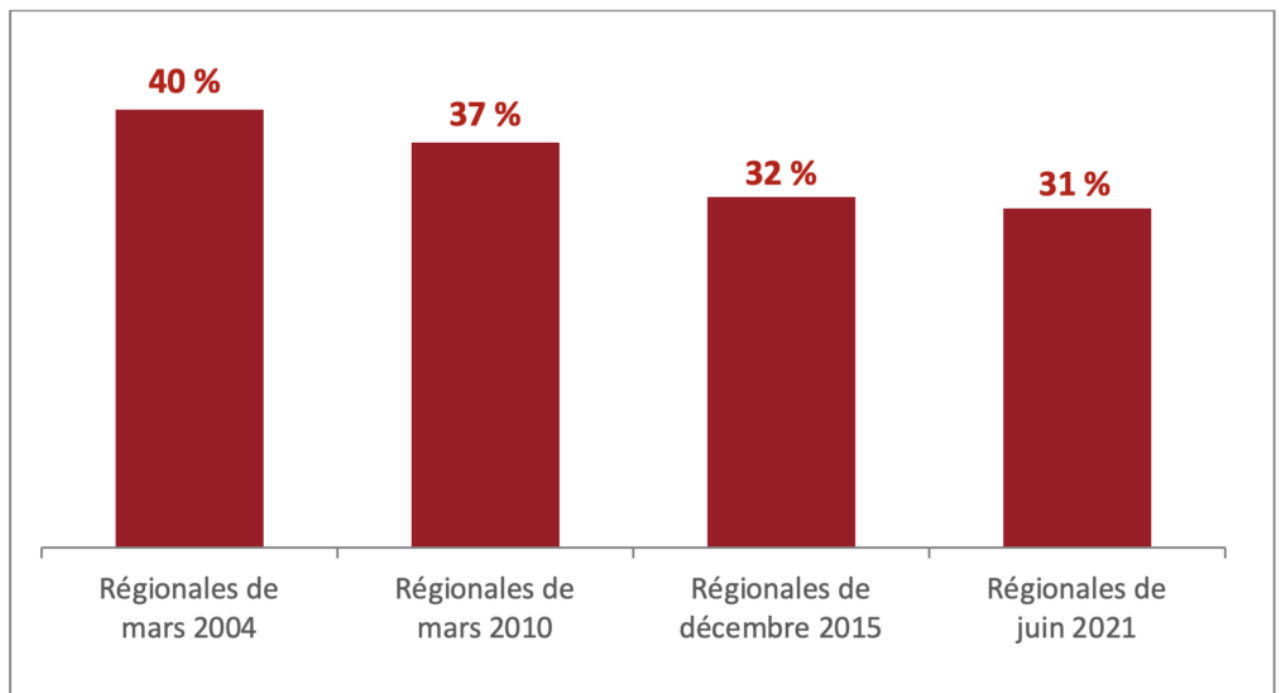
Le taux d'abstention au premier tour dans certaines communes aisées



Ainsi, dans ces territoires comme ailleurs, la politique, d'une façon générale, est devenue un univers parallèle, quelque chose de distant sans lien aucun avec la vie des individus, pour lesquels il est plus important de s'occuper d'un changement de box Internet que de bureau de vote lors d'un déménagement. Par rapport à 2015, l'abstention a ainsi massivement progressé dans tous les milieux sociaux : +19 points parmi les cadres et les professions intellectuelles (69 % d'abstention cette année), +20 points auprès des professions intermédiaires (73 %) et +16 points chez les employés et ouvriers (72 % d'abstention au total).

Ce désintérêt croissant vis-à-vis de la politique ne se matérialise pas que dans la désertion des urnes, mais aussi dans les sujets de conversation. Alors qu'en mars 2004, 40 % des Français indiquaient avoir évoqué avec leurs proches les élections régionales à venir, ils ne sont plus qu'un tiers à l'avoir fait à l'occasion du scrutin de juin 2021.

La proportion de Français ayant évoqué avec leurs proches les élections régionales à quelques semaines du scrutin



Source : « Les conversations des Français », tableau de bord Ifop-Fiducial pour Paris-Match.

En outre, un coup d'œil sur les audiences de la soirée électorale du premier tour dimanche 20 juin confirme ce désintérêt. La soirée électorale de France 2, de 19h40 à 22h45 a rassemblé 2,2 millions de curieux (10,6 % de part d'audience), tandis que le film de TF1, *All Inclusive*, avec Franck Dubosc a réuni 4 millions de téléspectateurs, soit 20,1 % du public devant la télévision. À titre de comparaison, la finale de la saison 12 du concours culinaire *Top Chef* le mercredi 9 juin a attiré 3,2 millions de téléspectateurs, soit un million de plus que la soirée électorale du premier tour sur France 2.⁶

Le grand retrait

Beaucoup a été dit et écrit sur la pandémie et les confinements, notamment sur l'accélération d'un certain nombre de tendances qui préexistaient à la crise : engouement du « fait maison », divertissement numérique... L'un des éléments les plus saillants, selon nous, réside dans le fait que cette crise fut un révélateur d'un phénomène lié à la rupture anthropologique évoquée ci-dessus et aux conséquences importantes sur la démocratie et le fait même de voter : l'obsolescence des relations sociales. Dans un livre récent, le journaliste Vincent Coquebert a forgé la notion de « civilisation du cocon » pour qualifier ce nouveau monde que nous voyons apparaître sous nos yeux.⁷ On apprend dans ce livre, par exemple, que la génération d'adolescents et de jeunes adultes nés après 1995 passe un tiers de temps en moins à socialiser à l'extérieur par rapport à la génération précédente, et que les trois quarts des enfants évolueraient moins d'une heure par jour à l'extérieur. Le marché de l'équipement et de l'embellissement de la maison et du jardin a connu un

boom durant la pandémie, mais la tendance n'est pas retombée depuis, autre illustration de l'avènement de la civilisation du cocon au même titre que l'essor du e-commerce et de la livraison à domicile.

Ce nouveau monde, désormais *indoor*, se replierait sur soi pour davantage de protection, se réfugiant dans des mondes imaginaires (jeux vidéos, mangas, réseaux sociaux) pour ne pas affronter la réalité et la présence d'autrui. Ces bulles de filtre, réconfortantes, deviennent utiles pour se protéger du monde extérieur, devenu de plus en plus stressant et fatigant pour les individus.

À cet égard, le « grand retrait » des citoyens auquel nous avons assisté durant ces élections ne serait que la continuité d'un grand retrait existentiel, bien analysé par le sociologue Jean-Claude Kaufmann.⁸ Fatigué d'être libre, d'être autonome et d'avoir à choisir dans un environnement « hyper-démocratique », l'individu moderne « tombe en panne », dans une sorte de mollesse existentielle et d'apathie de masse :

« Ici pas d'éclats, pas de vitupération, pas de vindicte. Mais au contraire le retrait, le silence, l'enfoncement dans une mollesse existentielle. Une résistance non par les cris ou le combat mais par le refus, l'indifférence, le vide. Une résistance passive [...]. Se retirer du monde, ralentir, se reposer, faire le vide : tous ces désirs existentiels ne cessent de monter inexorablement comme une vague immense qui nous entraîne quels que soient les efforts que nous fassions pour y résister ».⁹

Cette fatigue existentielle concourt aussi au primat du domestique, de l'épanouissement personnel et de la culture du bien-être sur tout le reste. L'impressionnante démocratisation du yoga, pour évacuer le stress et se détendre, ou le succès des rayons « développement personnel » des librairies en constituent des manifestations particulièrement parlantes.

Dans ce contexte, l'acte même de voter et la participation à la vie démocratique relèvent d'efforts de plus en plus difficiles pour un peuple fatigué et privilégiant le bonheur personnel.

Conclusion

Rite républicain par excellence, le vote dans l'isoloir serait donc devenu un geste désuet ou obsolète. Un ministre de premier plan déclarait ainsi dans *Le Monde* : « Nous avons des modalités de vote ringardes, on se croirait au temps de la télé en noir et blanc. Même la religion catholique a connu Vatican II, il faut sortir de cette religion du vote cantonné à l'école républicaine.¹⁰ » Le

parallèle avec la période ayant précédé Vatican II est des plus intéressants. Ce concile avait, en effet, été convoqué car la hiérarchie catholique avait bien senti les multiples symptômes d'une prise de distance progressive et d'un éloignement des fidèles. Mais l'*aggiornamento* concédé sur les rites n'a pas constitué une réponse efficace au puissant mouvement de sécularisation qui était en cours et beaucoup s'accordent même aujourd'hui à penser que Vatican II, en abandonnant des rites et des pratiques, a accéléré le processus en sapant les piliers de ce que Guillaume Cuchet a appelé un « catholicisme populaire.¹¹ ».

Quand bien même des réponses techniques peuvent être apportées demain pour lutter contre l'abstention (vote par correspondance, vote électronique, lutte contre la mal-inscription, etc.), le cœur du problème réside dans cette crise de foi républicaine et cette prise de distance avec la chose publique.

Toutes choses étant égales par ailleurs, l'historien Stéphane Ratti a dressé une comparaison lumineuse entre l'état d'esprit ambiant et celui qui prévalait à la fin de la République romaine quand « un individualisme de confort a succédé comme modèle social à l'engagement cicéronien et à la prise de risque¹² ». Dans notre société hédoniste, les citoyens adoptent de plus en plus une attitude consumériste, n'acceptant plus que les « rites du moi » comme seuls rites ayant encore le droit de cité. Le sociologue Paul Yonnet définit l'anniversaire comme symbole du « rite du moi » par excellence à partir des années 1980, anniversaire de la célébration de l'enfant du désir, qui « marque la rupture d'avec les époques antérieures où nos descendants, objets d'une attention moins obsessionnelle, étaient fabriqués à la chaîne parce qu'ils décédaient en grand nombre », pour reprendre les mots de Nicolas Santolaria¹³. Pour le reste, à l'instar de copropriétaires peu investis, ils délèguent massivement leur pouvoir à des syndic de copropriétés pour gérer les affaires courantes et s'abstiennent donc lors des élections intermédiaires. La dépolitisation, engendrée par l'avènement du « en même temps » et l'affadissement du clivage gauche-droite, a renforcé cette tendance, les citoyens-électeurs ne daignant désormais sortir de leur cocon que tous les cinq ans pour désigner le patron du syndic de copropriété.

1. Voir Jean-François Sirinelli, *Ce monde que nous avons perdu. Une histoire du vivre-ensemble*, Paris, Tallandier, 2021.

2. Voir, par exemple, Nicolas Mariot et Florence Weber, « "Honneur à notre élu". Analyse ethnographique d'une coutume post-électorale en Dordogne », *Politix*, vol. 45, n 1999, pp. 21-37.

3. Quelques grandes marques généralistes aux produits bien identifiés et standardisés dominaient le marché.

4. On peut également mentionner que, durant la semaine du 14 juin, semaine précédant le premier tour des élections, Bercy a noté une hausse particulièrement forte des visites dans les aquariums, zoos, parcs d'attractions, qui ont atteint dans les derniers jours de la semaine (dont dimanche, jour du vote) des niveaux de fréquentation bien au-dessus de leur niveau de 2019. Voir Olivier Chicheportiche, « La frénésie des Français de consommer ne faiblit pas », *BFM TV*, 29 juin 2021

5. *Ibid.*

6. De son côté, le numéro « Spécial vacances en France » de l'émission *Capital* sur M6 capta 230 000 téléspectateurs de plus que la soirée « Régionales 2021 » sur France 3 (1 929 000 téléspectateurs contre 1 695 000).
7. Vincent Coquebert, *La Civilisation du cocon. Pour en finir avec la tentation du repli sur soi*, Paris, Arkhé, 2021.
8. Jean-Claude Kaufmann, *C'est fatigant la liberté... Une leçon de la crise*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2021.
9. Jean-Claude Kaufmann, *C'est fatigant la liberté... Une leçon de la crise*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2021.
10. Olivier Faye et Claire Gatinois, « Élections régionales 2021 : le gouvernement critiqué jusque dans son camp après l'abstention record au premier tour », *Le Monde*, 23 juin 2021.
11. Guillaume Cuchet, *Comment notre monde a cessé d'être chrétien. Anatomie d'un effondrement*, Paris, Seuil, 2018.
12. Stéphane Ratti, « "Désengagement de la vie politique : vivons-nous la fin de la République romaine ?" », *Le Figaro*, 24 juin 2021.
13. Nicolas Santolaria, « Parentologie : le goûter d'anniversaire ou l'épreuve des "potos" », *Le Monde*, 5 avril 2019.